

Des soutiens droitistes aux critiques de la mondialisation ?

L'élection de Donald Trump a montré que la droite peut également s'opposer à la mondialisation. En comparant ses arguments avec ceux de la gauche internationaliste, une évidence s'impose cependant : un monde les sépare. *Andreas Missbach*

Abrégé Les critiques provenant de la gauche répondent au programme de mondialisation des années nonante, qui était marqué au sceau du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC. Les reproches formulés par des ONG émanant de la société civile, telles que l'organisation suisse Public Eye, visent le libre-échange à outrance, la libéralisation des marchés financiers et la privatisation des services publics. Cette politique de libéralisme économique nuit en particulier aux pays pauvres. En revanche, les multinationales en profitent. La progressivité de l'impôt sur le revenu pourrait être une solution. Cette critique de la mondialisation diffère de celle formulée par des protectionnistes de droite, comme le président américain Donald Trump. Ces derniers poursuivent d'autres buts. S'ils veulent verrouiller les marchés des États industrialisés, c'est pour garantir des emplois à leurs électeurs. À cet effet, ils échauffent les esprits contre les migrants et militent pour la fermeture des frontières, sans proposer de solution durable.

La critique de la mondialisation a longtemps été le domaine de la gauche et des ONG à vocation internationale, dont l'organisation suisse Public Eye. Depuis quelque temps cependant, la critique du libre-échange vient aussi du camp opposé et elle ne se borne pas aux États-Unis du président Trump. D'après la *NZZ*, 76 % des électeurs du Front national (France), 78 % de ceux de l'AfD (Allemagne) et 69 % de ceux du FPÖ (Autriche) considèrent la mondialisation comme une grave menace. Se forme-t-il ainsi une alliance contre nature ? Pourrait-on même dire que « les extrêmes se touchent » ?

Remontons un petit peu en arrière. En décembre 1999, l'échec de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle s'est accompagné de manifestations de masse contrées par des nuages de gaz lacrymogène. Les médias du monde entier ont soudain découvert le mouvement altermondialiste qui était pourtant né bien plus tôt. Dès le début des années quatre-vingts, la résistance s'était déjà organisée contre la politique d'aus-

térité du Fonds monétaire international (FMI) qui entendait résoudre la crise de la dette latino-américaine sur le dos des plus pauvres. En 1997, quand furent révélées les négociations secrètes concernant l'Accord multilatéral de l'OCDE sur l'investissement (AMI), des manifestations de masse ont eu lieu pour la première fois dans plusieurs pays. L'un des points les plus controversés était alors le rôle des tribunaux internationaux d'arbitrage. Aujourd'hui, la question revient à propos du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

C'est également en 1997 que des fonds spéculatifs ont contraint la Thaïlande à dévaluer massivement le bath. Cela a « contaminé » d'autres pays d'Asie ne connaissant pourtant pas les mêmes faiblesses que la Thaïlande. Résultat : l'Indonésie et la Corée du Sud ont subi avec la Thaïlande la pire crise économique de leur histoire. Le mouvement altermondialiste y a réagi en réclamant le contrôle des capitaux.

Le mouvement altermondialiste était ainsi une réaction au programme de mondialisation des années nonante et au « consensus de Washington ». Cette expression désigne une recette approuvée unanimement par les institutions siégeant dans la capitale américaine (Banque mondiale, FMI et ministère étasunien des Finances) ainsi que l'OMC, établie à Genève. Sur le fond, il visait le libre-échange illimité, la libéralisation des marchés financiers et la privatisation des services publics.

Les bénéficiaires et les moteurs de cet « agenda de Washington » étaient les multinationales. Le mouvement s'est, dès lors, opposé à leur pouvoir, à leur influence grandissante et à leur arrogance. En 2000, Percy Barnevik, alors directeur d'ABB, avait d'ailleurs tenu ces propos :



Marine Le Pen (au centre), chef du Front national, a critiqué, durant les élections présidentielles françaises, l'externalisation des emplois. Photo de groupe avec des salariés, à Amiens.

«Je définis la mondialisation comme la liberté de notre groupe d'investir où et quand il veut, de produire ce qu'il veut, d'acheter et de vendre où il veut et de limiter au maximum toutes les restrictions imposées par des lois sur le travail ou d'autres réglementations sociales¹.»

Verrouiller ? Non merci !

La critique de la gauche – ou plus exactement de la société civile – à l'égard de la mondialisation ne s'adresse pas seulement au libre-échange débridé et se distingue foncièrement de l'agenda de Trump & Co. Il ne s'agit pas de verrouiller les marchés des pays industrialisés ou d'instaurer des barrières protectionnistes pour garantir des emplois industriels. Il faut permettre aux pays pauvres d'exploiter leur potentiel de développement, ce qui est impossible avec un régime de libre-échange rigoureux.

L'histoire montre sans équivoque que les pays dotés d'une forte démographie n'ont jamais

pu développer leur économie en pratiquant le libre-échange absolu, sans droits de douane protecteurs ni autres mesures étatiques de soutien. En libéralisant simultanément le secteur financier et la circulation des capitaux, on ne fait qu'aggraver la situation. Les succès de la Chine durant les dernières décennies en sont la parfaite illustration.

La perte de prospérité subie par les ouvriers blancs de l'industrie est considérée comme un facteur important de l'élection de Trump. En Europe, la mondialisation est aussi rejetée par de nombreux électeurs d'extrême-droite pour des raisons qui devraient être similaires. Certes, les critiques de la société civile ont toujours mis en exergue les perdants de la mondialisation, mais les différences entre les deux mouvements restent énormes. Tandis que les adversaires droitistes de la mondialisation veulent fermer le pays aux étrangers, aux réfugiés et aux migrants, les altermondialistes évoquent principalement l'inégalité ainsi que la concentration

¹ Discours tenu devant des cadres supérieurs et des hommes politiques, cité d'après la *Frankfurter Rundschau* du 15 avril 2015.

croissante des revenus et des fortunes au sommet de la pyramide sociale. Public Eye estime que l'une des causes de cette situation pourrait être la déréglementation du secteur financier.

Les mouvements issus de la société civile ont cherché très tôt de véritables solutions. Public Eye a ainsi fondé dès 2002, avec des organisations sœurs, le Réseau international en faveur de l'équité fiscale (Tax Justice Network). Avec la crise financière, le plus grand nombre a bien dû admettre les dégâts terribles que l'évasion fiscale et l'évitement agressif des impôts provoquent dans les finances publiques. Public Eye insiste aussi sur une autre signification des impôts, à savoir le mécanisme étatique de réduction de l'injustice sociale. En voici un exemple : en Finlande et aux États-Unis, les revenus sont répartis à peu près aussi inégalement avant la déduction des impôts et des prestations sociales, mais en Finlande, près de la moitié de l'inégalité initiale est corrigée par la fiscalité.

Quelle différence avec la politique de Donald Trump qui veut une baisse draconienne des impôts et un démantèlement du dispositif de régulation bancaire adopté après la crise financière ! Au niveau international, seul le projet d'Accord multilatéral sur le commerce des services (ACS) a trouvé grâce aux yeux du président des États-Unis. Il s'agit de la nouvelle mouture de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), dont l'évolution est bloquée depuis longtemps à l'OMC. Le mouvement altermondialiste avait déjà combattu l'AGCS, parce qu'il entend libéraliser toujours plus le secteur financier et vise à privatiser les services publics, notamment le système éducatif.

Des milliers d'options possibles

Les doutes fondés de la société civile quant au libre-échange à outrance ont toujours eu une dimension écologique. Il n'y a aucun sens à déboiser la forêt pluviale brésilienne pour y produire du soja, qui est ensuite envoyé en Europe,

à des milliers de kilomètres. Là, il sert à nourrir des vaches à rendement élevé dans des fermes-usines, dont le lait est vendu bon marché – et souvent subventionné – dans les pays en développement, sous forme de lait en poudre. Cela a pour effet d'exclure les petits paysans locaux du marché.

Sous sa forme actuelle, le commerce mondial n'est possible que parce que les coûts écologiques (et sociaux) sont systématiquement externalisés. Or, une humanité qui veut endiguer véritablement le réchauffement global ne peut absolument pas se permettre d'accumuler de telles erreurs. C'est pourquoi le mouvement de protection du climat et de l'environnement fait aussi partie de la grande famille des altermondialistes.

Il n'a jamais été question de diaboliser la mondialisation et certainement pas l'ouverture des frontières aux gens, aux idées et aux influences culturelles. L'idée est d'aboutir à une autre mondialisation. La devise du Forum social mondial, fondé en 2002 pour faire contrepoids au Forum économique mondial (WEF) est d'ailleurs « Un autre monde est possible ». Margaret Thatcher, autrefois à la tête du gouvernement britannique, avait dit, pour justifier sa pensée néolibérale : « Il n'y a pas d'autre choix. » Selon le mouvement altermondialiste, en revanche, « il y a des milliers d'options possibles ». À l'époque des « faits alternatifs », cette idée et l'action politique qui en ressort sont plus nécessaires que jamais.



Andreas Missbach

Membre de la direction de Public Eye
(anciennement Déclaration de Berne), Zurich